

Le 7 mai 2010

Contact n°13

Entente de principe chez Héroux-Devtek Aérostructure

Les salariés chez Héroux-Devtek de la division aérostructure à Dorval, membres de la section locale 698, ont rejeté les premières offres patronales dans une proportion de 78,3%. Ils ont également donné à leur comité de négociation un vote de grève à 82%. La grève a été évitée de justesse grâce à une deuxième offre qui a été faite au syndicat et qui sera présentée aux membres lundi le 9 mai. C'est à suivre.



Les TCA demandent une accréditation syndicale des Casinos du Niagara

Le 14 avril, les TCA ont déposé une demande auprès du Conseil des relations de travail de l'Ontario pour solliciter l'adhésion au syndicat des travailleurs des casinos du Niagara et de Fallsview.

La demande du syndicat intervient après une vague de recrutement parmi les travailleurs de casinos dans la région du Niagara, dans l'Ontario, au cours de ces derniers mois.

« Pendant des années, les travailleurs des casinos du Niagara ont montré toute leur détermination à adhérer aux TCA, en dépit des nombreuses tentatives coordonnées des employeurs de les décourager », a déclaré Ken Lewenza, président des TCA.

« Nous sommes résolus à faire la différence dans la vie de ces travailleurs, ainsi que dans celle des milliers d'autres travailleurs de casino que nous représentons au Canada. »

Les travailleurs ont participé à un vote à scrutin secret qui a duré trois jours (21-23 avril).

Les voix seront comptées par le Conseil des relations de travail de l'Ontario, et les résultats publiés dans les jours à venir.

Les TCA constituent le plus grand syndicat du secteur des jeux au Canada, représentant plus de 7 000 travailleurs des casinos de Caesars Windsor, Brantford Charity, Slots à Sudbury Downs, Great Blue Heron, Edgewater et le Woodbine Racetrack ainsi que d'autres endroits.



Les TCA exigent le doublement du RPC/RRQ lors de la table ronde fédérale sur les pensions

Les TCA ont participé à la dernière table ronde sur les pensions organisée le 19 avril par le ministère fédéral des Finances à London, Ontario, au cours de laquelle ils ont insisté, entre autres réformes, sur la nécessité de doubler les prestations du Régime de pensions du Canada et de la Régie des rentes du Québec.

Ken Lewenza, président des TCA, a rendu hommage au gouvernement fédéral pour l'attention qu'il a porté à la sécurité des retraites à travers les consultations publiques, mais l'a encouragé à multiplier les lieux de consultation. « Le gouvernement fédéral entend clairement la voix des Canadiens et des Canadiennes qui réclame une réforme de la pension », a déclaré Lewenza.

« Jusqu'à 72 pour cent des travailleurs au Canada ne bénéficient pas de régime de pension au travail, et 70 pour cent n'ont pas de REER – cette situation révèle une faiblesse grave du système des retraites qui abandonne les personnes à elles-mêmes dans leur vieillesse. Le RPC/RRQ est le régime le mieux partagé parmi les Canadiens et les Canadiennes, c'est pourquoi il doit être renforcé. »

Des dizaines de manifestants des TCA, notamment des anciens travailleurs de Nortel, se sont réunis à l'extérieur de l'Université de Western Ontario pour saluer le ministre des Finances et lui rappeler la nécessité de protéger les pensions en cas de faillite d'un employeur.



Le remboursement des prêts est une bonne nouvelle pour l'industrie, affirme le président des TCA

Ken Lewenza a déclaré que le communiqué du 21 avril selon lequel General Motors (GM) a remboursé ses dettes aux gouvernements du Canada et des États-Unis est un autre signe positif d'un début de reprise dans l'industrie automobile nationale.

« Ce remboursement est une preuve supplémentaire que les fonds octroyés à l'industrie automobile étaient effectivement un prêt, et non une subvention comme on l'a souvent pensé », a relevé Lewenza.

« L'intervention opportune des gouvernement fédéral et de l'Ontario a été cruciale pour sauver des dizaines de milliers d'emplois dans la vaste industrie automobile et de pièces détachées à travers le Canada », a noté Lewenza. « Sans ce soutien, de nombreuses communautés auraient été anéanties, aggravant ainsi la récession pour de milliers de familles. »

Certes, les crédits de fonctionnement seront maintenant remboursés, mais Lewenza a encouragé la poursuite du soutien de l'industrie automobile et la préservation d'une empreinte industrielle ici au Canada.

« La réaction prompte du gouvernement il y a plus d'un an était un signe clair que cette industrie est importante pour l'économie de notre pays », a noté Lewenza.



Le Canada protège les emplois du secteur des pièces automobiles grâce à un accord décisif avec GM

Un accord décisif sur la sécurité des emplois conclu entre les TCA et General Motors devrait permettre de sauver les emplois de plus 70 travailleurs syndiqués du secteur des pièces automobiles. Récemment, le constructeur automobile a annoncé son intention de rompre un contrat d'approvisionnement avec le fabricant de pièces Automodular à Oshawa, dans l'Ontario, pour attribuer ce travail à une nouvelle usine non syndiquée.

Après la cessation du contrat, les membres des TCA de Automodular iront travailler sur le nouveau site (appartenant à Inteva Products) pour continuer de produire des pièces pour les véhicules de GM. Ils emporteront également avec eux leurs cartes syndicales, leur convention collective, ainsi que le montant de leurs salaires actuels.

La décision de reconnaître la convention collective et de préserver les emplois de ces éventuels travailleurs licenciés, membres des TCA, a été le fruit de négociations créatives entre le syndicat et General Motors, a déclaré Steve Batchelor, président de la section locale 1090 des TCA, représentant les travailleurs d'Automodular.

« C'est certainement un accord unique et une grande victoire pour notre syndicat », a noté Batchelor. « Cela met fin à des mois d'incertitude pour nos membres, qui vivaient tous les jours dans le doute quant à l'avenir de leur emploi. Ils sont maintenant assurés de préserver leur travail. »

Dans un entretien accordé au Toronto Star, Jerry Dias, adjoint au président des TCA, a déclaré que l'accord avec GM était un événement sans précédent et qu'il s'attend à voir davantage d'accords de ce genre au fur et à mesure que la concurrence s'intensifie dans l'industrie automobile au Canada et que les usines d'assemblage continuent de scruter les chaînes d'approvisionnement pour réduire les coûts.

« Ils (GM) et les autres constructeurs automobiles doivent savoir que face aux bouleversements et aux changements au sein de l'industrie, les travailleurs des fabricants de pièces syndiqués ne peuvent pas être laissés à la traîne. »

La section locale 1090 des TCA représente 70 travailleurs actifs et 270 autres licenciés d'Automodular, qui fabrique plusieurs pièces automobiles utilisées pour les tableaux de bord et les systèmes de direction pour GM.



Le Réseau pour le commerce juste inquiet de l'accord commercial controversé entre le Canada et l'Union européenne

Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le 19 avril sur la Colline du Parlement, les représentants du Réseau pour un commerce juste (RCJ), une nouvelle coalition d'organisations de la société civile canadienne, qui comprend les TCA, a divulgué une ébauche du texte de négociation pour un projet d'Accord économique et commercial global (CETA) entre le Canada et l'Union européenne qui a fuité. Cette conférence de presse coïncidait avec le démarrage de la troisième phase de négociations commerciales entre les deux partenaires.

Le groupe exprime ses sérieuses réserves au sujet des effets que cet accord peut avoir, entre autres, sur les politiques en matière de santé publique et de protection de l'environnement, les règles en matière de marchés publics ainsi que sur les services publics, cela tant en Europe qu'au Canada.

Les dispositions controversées de ce projet de texte soumettraient, entre autres, le secteur des télécommunications du Canada à une domination étrangère totale et empêcheraient les gouvernements provinciaux et municipaux de mettre en œuvre des stratégies de passation des marchés locales ou éthiques, comme le souligne la déclaration publique du RCJ.

Ce projet d'accord comprend également un mécanisme de règlement des différends liés aux droits des investisseurs, qui accorde aux investisseurs privés le droit de poursuivre en justice les gouvernements pour des décisions commerciales et d'investissements.

Peggy Nash, adjointe au président national des TCA, considère l'Accord économique et commercial global comme un exemple d'une nouvelle approche plus agressive d'accords de libre-échange, et pense que le Canada devrait se raviser.

« Cet accord commercial ne cherche pas seulement à renverser les barrières pour faciliter le mouvement des marchandises, mais également à démanteler le système démocratique du Canada et saper notre capacité collective à décider de nos politiques économiques, culturelles et environnementales », a noté Nash.

Le Canada et l'UE sont en négociations officielles depuis l'automne. Contrairement aux négociations commerciales passées qui liaient les gouvernements au niveau fédéral (y compris l'ALENA), les clauses du projet d'accord entre le Canada et l'UE engageront également les gouvernements provinciaux.

Pour plus d'informations sur le Réseau pour le commerce juste et pour lire la déclaration de la société civile sur le CETA, visitez : <http://www.tradejustice.ca/>.



Représentant du Canada atlantique au CTC –Sébastien Bezeau

Le 15 avril, Sébastien Bezeau, membre de la section locale 4501 des TCA, a été désigné comme nouveau représentant sur le terrain du Canada atlantique au Congrès du travail du Canada. Il travaillera à partir du bureau du Congrès à Moncton, au Nouveau-Brunswick.

Bezeau sera chargé de travailler avec les syndicats affiliés, les conseils de travail locaux et les fédérations de travail sur les conventions collectives, la sensibilisation et toute autre assistance nécessaires dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nouveau-Brunswick.

Il quitte son poste à la fédération du travail du Nouveau-Brunswick où il assistait les conseils locaux et du travail dans l'organisation des programmes et des campagnes du syndicat. M. Bezeau était président du comité des jeunes de la section locale 4501 et vice-président des jeunes de la Fédération.



Les TCA demandent au gouvernement ontarien de rétablir l'allocation pour régime alimentaire spécial

Ken Lewenza, président des TCA, demande au gouvernement ontarien de reconsidérer sa décision d'annuler le programme allocation pour régime alimentaire spécial dont bénéficient les personnes qui sont bénéficiaires du programme Ontario au travail et le programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.

Dans le cadre du budget 2010, le gouvernement ontarien a annoncé l'annulation de ce programme, d'une valeur de 200 millions de dollars, pour le remplacer par un programme de « supplément alimentaire » qui aidera uniquement les personnes ayant de grands besoins médicaux, et non celles qui nécessitent un traitement diététique spécial pour gérer des maladies et prévenir la détérioration de leur santé.

L'allocation pour régime alimentaire spécial était un programme d'assistance sociale visant à aider les personnes qui avaient besoin d'un régime alimentaire spécial en raison d'une maladie.

« Comme les autres Ontariens et Ontariennes qui ont placé beaucoup d'espoir dans la stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement, je suis choqué et déçu par cette décision », a déclaré Lewenza dans une lettre adressée à Dalton McGuinty, Premier Ministre ontarien.

« Enlever 200 millions de dollars des poches des membres les plus pauvres des communautés ontariennes est un revers pour la stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement. »

Lewenza a signalé que le lien entre pauvreté et mauvaise santé a déjà été prouvé. Les personnes ayant un faible revenu sont plus exposées aux graves problèmes de santé, notamment des taux de diabète deux

fois plus élevés, plus 60 pour cent de chances d'avoir des problèmes de santé chroniques, des taux de bronchite trois fois plus élevés et d'arthrite deux fois supérieurs.

La suppression de ce programme est une erreur monumentale, dit Lewenza. Le gouvernement affirme que le programme a été supprimé à cause des abus observés, mais Lewenza avance que cette raison n'explique pas normalement l'abolition des programmes, citant le programme de télésanté qui était miné par les malversations financières.

« Le gouvernement ne l'a pas pour autant supprimé, tout simplement parce qu'il est encore utile. »

Pour lire l'intégralité de la lettre, veuillez visiter : <http://www.caw.ca/en/8848.htm>.



Extendicare rompt les négociations avec les TCA

Le 26 avril, les TCA et Extendicare ont interrompu les pourparlers après le départ de la société de la table des négociations. La maison de soins de longue durée à but lucratif exige, en plus d'un certain nombre de concessions, un gel des salaires d'une durée de deux ans.

La société veut appliquer le projet de loi 16 sur le gel des salaires du gouvernement provincial bien qu'elle soit un prestataire de services à but lucratif, et non un organisme public. Selon ses propres chiffres, Extendicare a réalisé un bénéfice de 2,2 milliards l'année passée.

« D'ailleurs, cette société reconnaît qu'elle n'est pas concernée par le gel des salaires dans la province, mais essaie de profiter de son personnel », a déclaré Ken Lewenza, président des TCA. « Les travailleurs et leur comité de négociation trouvent l'attitude et les exigences de la société complètement sans fondement et inacceptables.

Elle réalise d'énormes bénéfices et les travailleurs méritent d'être récompensés à juste titre pour leurs efforts », a déclaré Lewenza.

Le jeudi, 29 avril, les TCA commenceront à alterner les manifestations à Oakville.

Les TCA représentent 1 200 travailleurs chez Extendicare dans 10 maisons à London (section locale 302 des TCA), à Port Stanley (section locale 302 des TCA), à Kingston (section locale 830 des TCA), à Windsor (section locale 2458 des TCA), à Sault Ste. Marie (section locale 1120 des TCA), à Oakville (section locale 504 des TCA) et à Ottawa (section locale 830 des TCA).



Selon les TCA, le gouvernement de Terre-Neuve doit appuyer l'industrie de la pêche au crabe



Jim Chidley (à gauche) et Romuald Dalton (à droite), pêcheurs des SPATA/TCA font partie des nombreuses personnes qui ont ouvert un commerce à l'extérieur de la province le 26 avril pour vendre les crabes au public à 1,35 \$ le demi kilo – le prix que les pêcheurs exigent des autorités et que les transformateurs de la province de Terre-Neuve acceptent.

Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador doit apporter sans tarder un appui financier à la pêche au crabe pour relancer le secteur dans la province, soutient Ken Lewenza, président des TCA.

Il est indispensable que le gouvernement aide à trouver des solutions à long terme à la crise de la pêche au crabe qui touche 20 000 pêcheurs et transformateurs, a déclaré Lewenza.

Les propos de Lewenza sont intervenus après la récente manifestation des pêcheurs de crabes de Terre-Neuve à l'extérieur du bâtiment de la Confédération à St. John pour souligner l'urgence de la crise. Les SPATA/TCA représentent les pêcheurs et les transformateurs de poisson à travers Terre-Neuve-et-Labrador.

Plusieurs pêcheurs de crabe ont vendu des crabes fraîchement pêchés à l'extérieur du bâtiment de la Confédération à 1,35 \$ le demi kilo, qui est le prix récemment fixé par le Comité permanent sur la fixation du prix du poisson. Le problème est que la plupart des producteurs refusent de payer autant et le secteur de la pêche au crabe reste paralysé par la crainte que les producteurs n'inondent le marché de leur produit, entraînant ainsi une autre baisse des prix.

« Le gouvernement provincial a la responsabilité de faciliter la reprise de l'industrie et d'assurer un avenir à ces laborieux pêcheurs et transformateurs de poisson », a relevé Lewenza. « Ces travailleurs traversent une crise majeure et c'est maintenant qu'ils ont le plus besoin du soutien du gouvernement. »

« Le gouvernement doit cesser de refuser d'aider les pêcheurs de Terre-Neuve sous prétexte que cela violerait les lois commerciales. Les pêcheurs, leurs familles et de nombreuses communautés de Terre-Neuve-et-Labrador souffrent alors que le gouvernement refuse d'agir », a déclaré Lewenza.



Salaire minimum/Salaire de formation par province

Voici le salaire minimum actuel des provinces canadiennes :

PROVINCE/JURIDICTION	SALAIRE MINIMUM/SALAIRE DE FORMATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Alberta	8,80\$	1 ^{er} avril 2009
Colombie-Britannique	8,00\$ 6,00\$ salaire horaire au premier emploi (500 hrs)	1 ^{er} novembre 2001
Manitoba	9,50\$	1 ^{er} octobre 2010
	9,50\$	1 ^{er} octobre 2010
Nouveau-Brunswick	8,50\$	1 ^{er} avril 2010
	9,00\$	1 ^{er} sept. 2010
Terre-Neuve/Labrador	9,50\$	1 ^{er} janvier 2010
	10,00\$	1 ^{er} juillet 2010
Territoires-du-Nord-Ouest	9,00\$	1 ^{er} avril 2010
	10,00\$	1 ^{er} avril 2011
Nouvelle-Écosse	9,20\$	1 ^{er} avril 2010
	9,65\$	1 ^{er} octobre 2010
Nunavut	10,00\$	5 septembre 2008
Ontario	10,25\$ - travailleurs non spécialisés	31 mars 2010
	8,90\$ - employés qui servent des boissons alcoolisées	
	9,60\$ - étudiants de moins de 18 ans	
Île-du-Prince-Édouard	8,40\$	1 ^{er} octobre 2009
Québec	9,00\$ - travailleurs non spécialisés	1 ^{er} mai 2009
	9,50\$	1 ^{er} mai 2009
	8,00\$ dans le cas de pourboires	
	8,25\$	1 ^{er} mai 2010
Saskatchewan	9,25\$	1 ^{er} mai 2009
Yukon	8,93\$	1 ^{er} avril 2010



Les TCA honorés lors de la cérémonie de remise de prix du travail de la région de York

Des membres, sections locales et projets des TCA ont reçu des récompenses au cours de la cérémonie de remise de prix du travail de la région de York de 2010. La région de York est située au nord de Toronto :

- Prix du meilleur site Web : Le site Web de la section locale 112 des TCA au www.caw112.on.ca/. Il a été récompensé pour sa convivialité, la richesse de ses informations et sa très grande facilité de navigation. Il a également été choisi pour sa grande utilisation des fonctions interactives et multimédia, telles que la vidéo et le vote en ligne, ainsi que des informations pratiques et à jour pour les membres.

- Prix du leadership en équité : Vinay Sharma, directeur national, Droits de la personne des TCA. Avant sa nomination à ce poste, Vinay était représentant à temps plein de la santé et de la sécurité à Woodbridge Foam dans la région de York. Il a conduit de nombreuses campagnes de syndicalisation dans divers lieux de travail à travers la région.

- Prix de l'activiste communautaire : Fa Lim, coordonnateur interne au centre d'action pour les travailleurs à Progressive Moulded Products (PMP). Il était l'un des 2 400 travailleurs licenciés de PMP sans préavis en juillet 2008. La société devait aux travailleurs environ 30 millions de dollars à titre d'indemnités de licenciement. Fa Lim avait travaillé à PMP pendant 13 ans. Il a été récompensé pour son optimisme, sa détermination et son rôle de leader dans la création d'un piquet de grève de travailleurs non syndiqués contre le PMP. Il a également été honoré dans le cadre des vastes efforts déployés pour encourager tous les travailleurs – syndiqués et non syndiqués – à agir ensemble dans la lutte mutuelle pour le changement. Les TCA ont contribué à la création du centre d'action et ont soutenu les travailleurs de PMP dans leur lutte pour la justice.

Les prix ont été remis par le Conseil du travail de la région de York et de Toronto et les services communautaires du travail.



La réouverture de l'usine de pièces d'Ajex ramène les membres du syndicat à la table des négociations

Après presque une année de fermeture, les travailleurs de l'ancienne usine de pièces automobiles BBI à Ajax, dans l'Ontario, retourneront progressivement au travail.

Avec de nouveaux propriétaires et une nouvelle équipe dirigeante, Acoustex International a racheté l'usine de pièces et prévoit de reprendre la production de pièces pour General Motors en juin de cette année et éventuellement pour d'autres grands assembleurs automobiles dans les mois à venir.

Pour cela, la société prévoit de rappeler probablement 120 anciens travailleurs de BBI et membres de la section locale 1090 des TCA.

En décembre 2009, le syndicat et la société ont négocié une nouvelle convention collective en s'inspirant de la précédente entente avec BBI qui a déposé le bilan. Elle prend en compte l'ancienneté et les périodes de service des travailleurs licenciés et maintient le montant des salaires.

« Cette entente reconnaît le travail de nos membres et, en même temps, justifie l'importance d'emplois syndiqués bien rémunérés dans notre communauté », a déclaré Steve Batchelor, président de la section locale 1090 des TCA. « En pratiquant des salaires très bas et des coûts toujours plus réduits, les fournisseurs non syndiqués font, à long terme, du mal aux affaires, et il semble que certains employeurs commencent à en prendre conscience. »

Le syndicat a également négocié une entente d'embauche par ordre de préférence selon lequel Acoustex doit d'abord embaucher les anciens employés de BBI ayant des droits de rappel, et ensuite ceux dont les droits ont expiré. L'entente prévoit également l'embauche préférentielle des membres de la section locale 1090 des TCA mis au chômage.

En juin 2009, les membres des TCA de BBI ont bloqué l'usine de pièces pendant deux semaines après que la société avait brutalement annoncé sa fermeture, informant les travailleurs que les impayés (y compris les indemnités de licenciement) ne seraient pas réglés. Ce blocage a permis aux travailleurs de recevoir près des trois quarts de leurs indemnités de licenciement.



Lancement du réseau pour une économie verte du Canada

Face à la menace grandissante de dommages irréversibles à l'environnement du Canada, un groupe de grandes organisations syndicales, environnementales et de justice sociale inquiètes de la situation, y compris les TCA, ont annoncé, le 22 avril, la création du Réseau pour une économie verte (RéV).

Le RéV, composé de 21 membres, a pour objectif de rédiger une série de rapports de recherche sur des thèmes tels que les lignes ferroviaires à grande vitesse urbaines et interurbaines, l'investissement public dans les énergies renouvelables, l'aménagement écologique de bâtiments – qui permettront d'orienter les politiques publiques et le travail de sensibilisation des syndicats dans le sens de la création des emplois, de la durabilité et de l'équité.

En l'absence d'une stratégie claire et ambitieuse du gouvernement fédéral conservateur pour gérer les changements climatiques, le mouvement progressiste de notre pays s'unit comme jamais auparavant pour élaborer des stratégies et former une assise politique pour s'attaquer aux questions environnementales et créer de milliers d'emplois bien rémunérés dans nos communautés, a déclaré Peggy Nash, adjoint au président national des TCA.

« Le travail réalisé à travers ce Réseau va certainement doter notre syndicat d'outils et de ressources nécessaires pour poursuivre notre campagne communautaire, notre travail de sensibilisation et politique, à savoir développer une économie inclusive, saine et prospère pour tous. »

Pour plus d'informations sur le Réseau pour une économie verte, visitez : <http://www.greeneconomynet.ca> (en anglais seulement).



Les membres de la section locale 1917 des TCA signent une nouvelle entente à Hitachi Truck

Les membres de la section locale 1917 des TCA qui travaillent chez Hitachi Truck à Guelph dans l'Ontario ont signé, à une écrasante majorité, une nouvelle convention collective de trois ans qui rejette les demandes de concessions et garantit plutôt des augmentations de salaires, de prestations et de pensions.

Le 25 avril, les travailleurs du fabricant de camions ont voté à 88 pour cent en faveur de l'entente provisoire.

En dépit des demandes de concessions et de l'environnement de négociation difficile, les membres ont soutenu le travail du comité de négociation, a précisé Robin Dudley, président du comité de négociation et de la section locale 1917 des TCA.

Il est prévu une augmentation de salaires de 1 pour cent la deuxième année et de 1,5 pour cent la troisième année de l'entente, ainsi qu'une hausse du régime de pension à prestations définies (Defined Benefit Pension Plan). Il y a également eu des augmentations des prestations de soins de la vue et dans d'autres domaines. De plus, les droits de rappel ont été étendus pour les membres licenciés.

« Cette convention collective de trois ans est avantageuse au vu de l'environnement de négociation difficile et de l'économie mondiale qui a secoué l'industrie manufacturière au Canada, notamment le secteur automobile », a déclaré Dudley.



Nouveaux membres des TCA

- Stock Transportation, Toronto, Ontario - 281 nouveaux membres de la section locale 4258 des TCA ;
- Sunrise of Windsor, Windsor, Ontario - 89 nouveaux membres de la section locale 2458 des TCA ;
- Hakim Optical Laboratory, Toronto, Ontario - 69 nouveaux membres de la section locale 303 des TCA ;
- Hotel Dieu Grace Hospital (Pharmacy Techs), Windsor, Ontario - 26 nouveaux membres de la section locale 2458 des TCA.



Soutenir la taxe Robin des Bois

Au moment où les gouvernements à travers le monde font face aux effets de la grande crise économique causée par des spéculateurs financiers, des gestionnaires de portefeuille avides de gain et des banquiers irresponsables, beaucoup de personnes s'échauffent à l'idée d'instituer une petite taxe sur les transactions financières mondiales – une taxe qui serait payée par les banques, et non par les individus.

Une taxe de ce genre peut permettre de lever 650 milliards de dollars qui seraient destinés à aider à la lutte contre la pauvreté et le changement climatique dans le monde.

Certains l'ont baptisé « Taxe Robin des Bois », puisque son objectif est de prendre de l'argent des banques et des institutions de crédit les plus riches du monde pour le redistribuer à ceux qui en ont le plus besoin.

Le mouvement de justice sociale à Table mène la campagne pour la taxe Robin des Bois au Canada, et encourage le gouvernement de Stephen Harper à soutenir cette initiative. Cette campagne est soutenue par un certain nombre d'organisations à travers le pays, y compris les TCA.

Sans surprise, le ministre des Finances Jim Flaherty a déclaré publiquement son opposition à une taxe mondiale sur les banques – bien que la Chambre des communes ait déjà voté une motion de soutien à une taxe mondiale sur les transactions financières en 1999.

Il est encore temps de rectifier le tir. Le Canada est le prochain hôte des sommets des dirigeants du G8 et du G20 qui se tiendront en juin de cette année, c'est pourquoi nous devons exprimer notre soutien à la

taxe Robin des Bois. Nous devons aussi demander que notre gouvernement fédéral impulse un changement positif pour ne pas être, comme à son habitude, en retard au niveau international.

Assurez-vous de faire entendre votre voix.

Pour plus d'informations sur la campagne pour la taxe Robin des Bois et pour savoir comment vous impliquer, visitez : <http://taxerobindesbois.ca/>.



Événement Grand Vélo du Cœur

C'est dans la bonne humeur, mais sous un ciel nuageux et dans le froid, que des membres TCA accompagnés du personnel du bureau des TCA à New Westminster en Colombie-Britannique, ont entrepris la randonnée du Grand Vélo du Cœur de la Fondation des Maladies du Cœur, le lundi 3 mai dernier. Les participants ont enfourché leur vélo de 30 places, dont une est réservée au conducteur, et ont déambulé dans les rues de la ville afin d'amasser des fonds. Ils ont d'ailleurs réussi à cueillir une somme d'un peu plus de 3 500\$.

Tous les ans, cette activité de collecte dynamique soulève l'enthousiasme des participants et réussit à amasser des sommes importantes qui sont investies dans la recherche.



Les participants à cet événement sont Susan Spratt, Anne Davidson, Suzette Robie, Pete Smith, Myke Byrne, Gavin McGarrigle, Claire Soucy, Sandra Brice et Carol Lee, retraitée, du bureau des TCA ; Gordon McGrath, Bill Gaucher, Lynsi Bicknell et Nathalie Pretty de la section locale 114 ; Nina Hansen et Suzanne Price de la section locale 3000 ; Joanne Demmery du Syndicat de la pêche et des travailleurs assimilés; Christine Morrison et Vanessa Caron de la section locale 111, et Sheila Simpson de la section locale 2002.

